



Véronique Huens
Coordinatrice
Education Permanente



Analyse 2013

UNE INÉLUCTABLE CROISSANCE EN HUMANITE

« *L'avenir de la Terre et de l'humanité nous forcera un jour à l'utopie. Autant nous y préparer* ». Max Delespesse.

En 2010, Max Delespesse, fondateur de SAW-B, acteur et penseur de l'économie sociale, publiait son dernier ouvrage « *L'inéluctable utopie* »¹. Un livre qui est à la fois dur et porteur d'espoir. Dur parce qu'il y décrit toutes les impasses de la société actuelle, sans détours et sans concessions. Mais aussi porteur d'espoir car il propose certaines pistes, certaines portes de sortie. Ces portes ne sont pas nouvelles et Max Delespesse n'est pas le premier à en parler mais elles sont pourtant très peu évoquées dans notre société. Sans doute parce qu'elles ne sont ni faciles ni populaires. Elles reposent sur un changement et une remise en question profonde de certains paradigmes bien ancrés dans nos sociétés occidentales. Elles demandent de se changer soi d'abord, ses croyances, ses modes de vie pour arriver ensuite à changer la société.

Malgré le peu d'échos dont elles bénéficient, ces pistes avancées par Max Delespesse et quelques rares autres auteurs, trouvent une réalisation concrète, partielle sans doute mais intéressante, au travers de divers projets, structures et entreprises sociales. Au seuil d'une nouvelle année, souvent synonyme de changements et de « bonnes résolutions », nous avons donc eu envie de poser la question suivante : en quoi les propositions de Max Delespesse peuvent-elles aujourd'hui encore inspirer et interpeller les entreprises sociales mais aussi les citoyens que nous sommes² ? Quels changements radicaux nous invitent-elles à poser dans nos vies, dans nos objectifs et manières de gérer nos entreprises ?

Cette analyse se présente en trois temps. Un premier revient sur les constats ou l'état de notre société que pose Max Delespesse dans son ouvrage. La seconde exposera les quelques grandes pistes qu'il propose pour y répondre et des exemples concrets qui les illustrent. Enfin, nous en tirerons quelques conclusions sur les enseignements que ces pistes peuvent apporter aux entreprises d'économie sociale.

LA FIN DE « TEMPS »

Max Delespesse commence son livre par un premier constat : nous sommes aujourd'hui confrontés à une situation qu'il qualifie d'eschatologique, c'est-à-dire similaire à celle décrite dans les livres saints sur la fin des temps. Pas une eschatologie religieuse mais bien scientifique. Nous sommes arrivés à la fin « de »

¹ DELESPESE M., *L'inéluctable utopie*, Couleurs livres, Charleroi, 2010.

² Cette analyse a été rédigée au mois de décembre 2013, peu avant le décès de Max Delespesse. Son départ nous invite davantage encore à nous inspirer de ces propos et écrits et à les relire avec un regard nouveau.

temps. Et cette fin de temps n'est pas un mythe, elle est le résultat des activités humaines³.

Les crises simultanées - que nous connaissons depuis maintenant tellement d'années qu'on peut se demander s'il s'agit bien de crise d'ailleurs - démontrent que « *la mondialisation capitaliste a été davantage un échec qu'une réussite. Elle a poussé à la misère des milliards d'êtres humains, elle a pollué l'air par les usines, les voitures, les avions, la déforestation, elle a détruit le climat, elle a vendu l'eau, essence même de la vie sur terre* »⁴.

Comment en est-on arrivé là ? Pour répondre à cette question, Max Delespesse avance une multitude de déconnexions, de dislocations qui ont été créées au fil des dernières décennies. D'abord une dislocation des relations primaires qui est à la fois la condition et la conséquence de l'explosion consumériste. Mieux vaut pour notre économie capitaliste une multitude d'unités consommatrices et solitaires que des groupements interpersonnels et solidaires. Déconnexion ensuite entre producteurs et consommateurs. Cette perte du lien dans la transformation ou l'échange économique coïncide presque nécessairement avec une perte de la qualité et du respect de la santé. Soit géographiquement (exploitation des enfants en Chine et en Inde entre autres pour nous fournir des vêtements très bon marché), soit dans le temps (les conséquences à long terme pour la santé ne sont pas visibles et n'entrent pas dans les coûts de fabrication).

Déconnexion qui sépare l'être humain de la nature et des autres êtres vivants, notamment par une urbanisation à outrance. « *Cette déconnexion est autant philosophique et culturelle qu'économique et géographique. Nous nous sommes détachés du corps de la nature, nous avons rompu notre alliance avec elle, nous en avons fait notre possession pour l'asservir, la piller, l'exploiter, d'avantage que pour notre survie* »⁵.

Déconnexion dramatique entre riches et pauvres, entre pays riches et pays pauvres, entre école de la réussite et de l'échec. Déconnexion entre ceux qui peuvent consommer et ceux qui ne peuvent plus, entre ceux qui ont un travail, et souvent beaucoup trop de travail, et ceux qui n'en ont pas. Déconnexion entre l'avancée inouïe des sciences physiques et biologiques et le commun des mortels, entre ceux qui ont accès à la technologie et la connaissance et la majorité qui « ne savent pas ».

Déconnexion entre l'économie et la finance via la spéculation massive. L'argent qui ne devrait être qu'un moyen d'échange est devenu un moyen de produire lui-même de l'argent. Déconnexion dans la politique entre le citoyen et les représentants. La professionnalisation et la complexification de la politique ont éloigné nos représentants des soucis concrets des gens (et inversement). Déconnexion au sein d'une humanité unique, entre races, cultures, religions et peuples, s'exprimant dans la peur, le mépris, la haine, la guerre et, comme solution surréaliste, la construction de murs.

QUELLES PISTES ?

Des fausses solutions ?

³ Certains scientifiques qualifie cette dernière période d' « anthropocène », à savoir qu'il s'agirait d'une nouvelle époque géologique, qui aurait débuté à la fin du 18ème siècle avec la révolution industrielle, période à partir de laquelle l'influence de l'homme sur le système terrestre serait devenue prédominante. Source : wikipedia.

⁴ DELESPESE M., op cit., p. 6.

⁵ Idem, p. 8.

Pour Max Delespesse, la plupart des « solutions » qui sont mises en avant aujourd'hui ne sont pas suffisantes ou font carrément fausse route. Penser que notre mode de consommation actuel va pouvoir perdurer grâce à la découverte de nouvelles sources d'énergie ou de nouvelles technologies semblent en effet un leurre. De nombreux auteurs démontrent que nous sommes encore très loin des objectifs nécessaires et que les possibilités seraient limitées. Par ailleurs, un effet rebond est souvent présent à savoir que les éventuels gains d'efficacité technique sont compensés par une consommation accrue (« Ma voiture consomme moins, je peux donc rouler plus »). Mais surtout ces technologies ne sont accessibles qu'à une minorité. Les nouvelles technologies répondraient donc à une partie du problème mais ne pourraient offrir de réelles perspectives dans la lutte pour la protection de la planète et encore moins contre l'exclusion et la pauvreté.

Désapprendre pour changer radicalement

Max Delespesse, comme d'autres aussi, pense que les réponses sont à chercher en nous, dans un changement radical et profond de nos mentalités, de notre manière de penser.

Il serait donc grand temps de désapprendre toute une série de principes qui sont tellement ancrés en nous qu'ils nous apparaissent comme normaux, naturels et inébranlables. Et de réapprendre de nouvelles manières de concevoir la vie en société, l'échange, la production et la consommation de bien, etc. Comme il l'a écrit : « *On nous a déséduqués de l'échange en nous apprenant le marché, on nous a déséduqués de la solidarité en nous apprenant la rentabilité, on nous a déséduqués de l'organisation collective en nous apprenant la concurrence, on nous a déséduqués de l'écologie naturelle en nous apprenant l'expansion, on nous a déséduqués de la gratuité en nous apprenant l'argent. La conversion à laquelle nous sommes appelés est en fait un retour aux sources les plus profondes de notre humanité* »⁶.

Quels sont ces principes que Max Delespesse et d'autres penseurs proposent de questionner, de repenser et de modifier ? Nous en passerons ici trois en revue : la propriété privée, l'usure (ou le prêt à intérêt) et l'individualisme.

La propriété privée et l'usure

Une première notion est celle la notion de propriété privée. En partant de la fameuse formule de Pierre-Joseph Proudhon « La propriété, c'est le vol »⁷, Max Delespesse explique sa vision de la propriété privée. A savoir que posséder, c'est refuser la possession du même bien à quelqu'un d'autre. Or, « *on a jamais le droit d'abuser d'un bien, on a seulement le droit d'en user, car la Terre est à l'humanité toute entière, présente et à venir, et nous ne pouvons utiliser un bien, qu'elle qu'en soit l'origine, qu'en accord avec les « autres », qui sont nos proches, nos voisins, et nos lointains cousins, tous les autres hommes, et dans la mesure où ils n'en ont pas un besoin plus impérieux que le nôtre, auquel cas s'impose le partage* »⁸.

Directement liée à cette notion de propriété privée est celle de l'usure ou du prêt à intérêt. Ces deux concepts et mécanismes sont tous deux des fondements du modèle économique capitaliste. Sans eux, celui-ci s'effondre. Pour expliquer les méfaits de

⁶ Idem, p. 32.

⁷ Elle figure dans son mémoire « Qu'est-ce que la propriété ? ou Recherche sur le principe du Droit et du Gouvernement », son premier ouvrage majeur, publié en 1840.

⁸ DELESPESE M., op cit., p. 26.

l'usure⁹, Max Delespesse se base sur les écrits d'un des rares penseurs ayant critiqué le prêt à intérêt : Jean-Marius Gatheron, auteur de « *L'usure dévorante* »¹⁰. Condamné par le christianisme jusqu'au 16^{ème} siècle et encore aujourd'hui par l'islam¹¹, le prêt à intérêt semble a priori « contre nature ». Ce qui produit de la richesse, à travers la création d'un bien, d'un produit ou d'un service, ce devrait uniquement être le travail. Soit le sien, soit celui d'autres vivants (animaux ou plantes). L'argent ne devrait servir qu'à comparer et échanger deux marchandises ou deux services. Or, le prêt à intérêt engendre une production de richesse par l'argent lui-même. Et cette production de richesse par l'argent lui-même le détache du système économique réel. Au lieu d'utiliser l'argent pour payer des biens, il devient une source de spéculation et de thésaurisation qui enrichissent les personnes qui en disposent le plus. L'usure permet donc de rémunérer des personnes qui ne réalisent aucun effort, aucun travail¹² mais surtout une concentration des richesses entre les mains de quelques-uns. Le système de prêt mis en place par le FMI entre pays riches et pays pauvres en est un exemple frappant que reprend Max Delespesse et qui a été largement dénoncé par de nombreux groupes d'action qui luttent contre la dette des pays du Sud ou d'ailleurs (de plus en plus souvent qualifiée d'injuste ou d'illégitime).

Sans entrer dans les détails très complexes de l'usure, certains auteurs ont par ailleurs mis en évidence le fait qu'elle dissuade l'investissement dans ce qui n'est pas directement et certainement rentable, à savoir souvent des investissements dont les bénéfiques sont davantage sociaux que monétaires. L'intérêt financier ne serait donc que trop rarement associé à l'intérêt général.

Si elle a été si longtemps décriée et que ses effets néfastes sont mis en évidence par certains, cette notion d'usure, comme celle de la propriété privée ne sont que très peu contestées et remises en question par des penseurs, économistes, philosophes, etc.¹³. Comment expliquer cette absence de réflexion et de débats sur ces questions ?

Comme l'a démontré Christian Arnsperger auquel fait d'ailleurs largement référence Max Delespesse, cette vision de la propriété privée et de l'usure comme un droit et une évidence, est extrêmement difficile à questionner et à remettre en cause. Car elle participe à répondre à des angoisses existentielles que les humains partagent, à savoir celle de la mort, de la perte, de la souffrance et du manque. Le modèle économique capitaliste basé sur la propriété privée des capitaux et des moyens de production est plus qu'un simple système d'échange et de production. Selon l'auteur, il constitue une « *expérience culturelle et anthropologique* »¹⁴. Cela fait donc

⁹ A noter que si, aujourd'hui, le terme d' « usure » désigne le « profit qu'on retire d'un prêt au-dessus du taux légal ou habituel », cela n'a pas toujours été le cas. Il signifiait bien au départ toute espèce d'intérêt que produit l'argent, quel que soit le taux utilisé.

¹⁰ Voir, au sujet des différentes critiques de l'usure, l'article de Bernard Bayot intitulé « *Faut-il supprimer l'intérêt ?* » accessible sur le site du Réseau financement alternatif à l'adresse www.financite.be.

¹¹ Si l'islam continue encore de faire valoir cet interdit auprès de ses fidèles, force est de constater qu'il est contourné avec innovation par les commerçants et banquiers musulmans. Le soukook est une obligation où l'intérêt sous-jacent ne dit pas son nom, étant considéré comme une quote-part de profits futurs garantis. Dans la mousharaka, la banque participe au financement de l'acquisition d'un bien immobilier et le remboursement obéit à un tableau d'amortissement qui comprend, outre le capital principal, les « bénéfiques » tirés par la banque pour cette opération. Source : Wikipedia.

¹² C'est cette critique qu'Aristote avait déjà exposé en distinguant deux sortes d'échanges. L'un qui est naturel et nécessaire et qui consiste à échanger pour pouvoir vivre et subvenir à ses différents besoins. L'autre qui consiste à échanger non plus pour subvenir aux nécessités de la vie, mais pour le gain. Et cet échange, envisagé pour lui-même a, selon Aristote quelque chose de honteux, car il ne se rapporte pas, de soi, à une fin honnête et nécessaire. Plus d'infos : <http://prosperite-et-partage.org/spip.php?article59>

¹³ La récente crise de la dette a soulevé de nombreux débats et critiques autour des questions des taux pratiqués par certains pays « prêteurs », sur la légitimité des dettes contractées mais aussi sur les effets de cet endettement généralisé. Mais peu de ces critiques et réflexions ont directement remis en cause le prêt à intérêt lui-même.

¹⁴ Se référer entre autres à ARNSPERGER C., *L'homme économique et le sens de la vie. Petit traité d'alter-économie*, Paris, Textuel, 2011.

partie de nous, de notre système de croyance, de notre culture de trouver « normal » le principe de propriété privée, d'usure, de croissance. Et c'est sans doute cette intégration *culturelle* des principes capitalistes qui explique la difficulté à changer et le fait que des concepts beaucoup débattus et diffusés tels la « décroissance » ou la « simplicité volontaire » ont du mal à être crédibilisés et concrètement mis en œuvre parmi les citoyens.

L'individu

Une troisième notion qu'il nous faudrait en partie du moins désapprendre, c'est le mythe de l'individu. Comme l'explique Max Delespesse, toute la société nous le serine : on doit se réaliser, avoir un projet de vie, donner un sens à son existence personnelle, et, quoi qu'il arrive, s'épanouir. Aucune société n'a connu autant de psychologues que la nôtre. L'individu passe avant la communauté. Son intérêt avant l'intérêt général. « *C'est notre propre liberté, qui consiste, en réalité, dans un égocentrisme invétéré, qui prime avant tout, et tant pis si je pollue, si je menace, par mes comportements, la vie et le bien-être des autres...* ».¹⁵

Sans nier l'importance des individus qui ont fait avancer nos civilisations, Max Delespesse constate l'urgence actuelle de revenir à plus de liens, plus de solidarité, de compréhension et d'échange mutuel entre les hommes, de dépasser l'intérêt propre pour considérer l'intérêt commun et collectif. Il est nécessaire de se rassembler, de créer des espaces autogérés et égalitaires, dans lesquels nous pourrions débattre et évaluer nos vrais besoins, partager nos connaissances, nos biens et services, etc.

Il est tout aussi urgent de dépasser les frontières, les races, les cultures, les « castes » qui tendent justement à se renforcer avec la crise. Se rassembler « entre soi » est déjà une étape essentielle mais lutter contre les inégalités, contre les préjugés, contre les discriminations doit aussi passer par une mixité des publics qui semble de plus en plus difficile à réaliser. Nous y reviendrons plus loin.

DES MULTIPLES PROJETS CONCRETS

Si Max Delespesse en parle au travers de son ouvrage, il nous paraît essentiel de démontrer que les pistes qu'il propose trouvent déjà des échos, certes souvent partiels mais plein d'espoir, au travers d'une multitude de projets concrets.

Les habitats groupés sont par exemple une forme de vivre ensemble qui essaie de dépasser la notion de propriété privée. Des espaces communs sont construits et partagés par l'ensemble des habitants. Certains habitats ont tenté le pari de mélanger différents « types » d'habitants : des personnes âgées avec des jeunes couples, des personnes avec plus ou moins de moyens, l'intégration d'une ou plusieurs personnes handicapées, etc.¹⁶.

Des banques et des monnaies alternatives ont vu le jour, particulièrement ces dernières années et décennies. Le travail réalisé par le Réseau financement alternatif¹⁷ pour aider des citoyens à monter une monnaie locale est à saluer. A propos de ces monnaies sociales, certaines se basent sur le principe de dévaluation. A savoir qu'elles perdent, tout comme les marchandises, de la valeur au fil du temps plutôt que d'en gagner comme c'est le cas dans un système avec intérêt. Ce qui

¹⁵ DELESPESE M., op cit., p 27.

¹⁶ Pour en savoir plus sur l'habitat groupé : www.habitat-participation.be

¹⁷ Voir : www.financite.be.

pousse à les utiliser plutôt que de les thésauriser. Autre exemple encore : en Suède, une banque coopérative – JAK¹⁸ – pratique depuis les années 70, un système de prêts et d'épargne sans taux d'intérêt.

Dans le domaine du logement, le principe de « Community Land trust » (CLT) commence à émerger en Belgique et remet en question la sacro-sainte propriété privée. Né aux Etats-Unis, le CLT se base sur le principe que l'accès individuel à la propriété est cause de pauvreté et d'injustice alors que la collectivisation des terres peut être une solution pour une meilleure société. Concrètement, un CLT se caractérise par une séparation de la propriété du sol et de la propriété du bâti. Le terrain est acheté par une association sans but lucratif, une fondation ou un « trust » qui le met à disposition alors que les bâtiments appartiennent à des particuliers qui doivent les occuper personnellement. Cette séparation permet l'accès à des logements pour des familles à bas revenus. Le CLT prévoit également une gestion démocratique du « trust » et des mécanismes qui évitent la spéculation immobilière lors de la vente des bâtiments¹⁹.

Des jardins partagés ou collectifs ont fleuri aussi ces dernières années, en ville comme à la campagne. Comme l'explique le site du réseau des potagers urbains, « certains de ces potagers sont constitués d'une seule grande parcelle collective où tout est partagé, d'autres sont divisés en parcelles individuelles, d'autres encore adoptent un mélange des deux. Dans tous les cas, des efforts et moyens sont mis en commun (outils, semences, compost...) et le partage d'expérience et la convivialité entre jardiniers est recherchée »²⁰. C'est bien une autre façon de penser la propriété individuelle et la solidarité.

Dans la même veine, des structures existent depuis de nombreuses années pour lutter contre la privatisation des semences et la perte de la biodiversité. « Kokopelli »²¹ en France et en Belgique, « Sporus » en Espagne et d'autres ailleurs défient les grands semenciers et les législations pour tenter de sauver des milliers de variétés de fruits et légumes qui sinon disparaîtraient de nos assiettes (et ont déjà disparu pour une bonne partie d'entre elles). Basé sur l'échange de semences entre jardiniers, ces collectifs participent pleinement à sauver une certaine agriculture respectueuse de la nature. Un objectif que poursuivent aussi les nombreux groupements d'achat commun ou solidaire²² qui visent le rapprochement des consommateurs et des producteurs et le soutien à une agriculture durable.

D'autres initiatives, de plus en plus nombreuses, proposent de mêler solidarité, échange, gratuité, réutilisation, etc. Ce sont par exemple les « repair cafés » où l'on peut apporter un vieux mixer cassé ou un fer à repasser qui coule et le confier à un bricoleur qui, bénévolement, tentera de le réparer. Le tout autour d'une bonne tasse de café. Une manière de recréer des liens dans un quartier tout en offrant des solutions bon marché et écologiques pour les uns et une reconnaissance de leurs compétences pour les autres. Les « systèmes d'échanges locaux » (SEL) permettent quant à eux d'échanger des biens et services mais aussi des savoirs et connaissances entre personnes habitant un même quartier ou une même ville. Une heure de repassage ou de cours de math contre le prêt d'une tronçonneuse...une autre façon de favoriser la solidarité et la lutte contre la société de consommation.

¹⁸ Voir : www.jak.se.

¹⁹ Pour en savoir plus et découvrir des pratiques concrètes de CLT en Belgique : <http://communitylandtrust.wordpress.com>.

²⁰ www.potagersurbains.be

²¹ Voir : www.kokopelli-be.com.

²² L'asbl Nature et progrès a rédigé une brochure qui explique le principe des Groupements d'achat commun. Elle est disponible à l'adresse : <http://www.natpro.be/pdf/achats.pdf>.

Des centaines d'autres exemples pourraient être décrits tant ces dernières années ont vu naître de projets, sous l'effet notamment de la crise et d'une prise de conscience grandissante des méfaits du capitalisme et de notre mode de consommation. Co-voiturage, projets intergénérationnels, coopératives de travailleurs ou de consommateurs, etc. Toutes des petites « îles » qui cherchent à revenir vers plus de gratuité et de don, vers plus de lien, vers plus de collectif.

QUEL MESSAGE RETENIR POUR DEMAIN ?

Quels enseignements pouvons-nous tirer comme citoyen et comme « alternative » ou comme entreprise sociale du message de Max Delespesse et des utopistes et anarchistes sur lesquels il se base ? J'en retiendrais deux qui me paraissent essentiels.

Le premier est qu'il nous invite à une certaine radicalité. Il nous invite à plus d'utopie, à redonner et retrouver le sens de nos entreprises, de nos « alternatives », de nos choix qui se sont parfois un peu perdus en cours de route. Au travers de cela, il invite les entreprises sociales et chacun d'entre nous à nous reposer la question du pourquoi et du comment ? Pourquoi aider des jeunes à se former et à retrouver un boulot dans un monde qui exclut ? Pourquoi donner du travail à des personnes éloignées du marché de l'emploi sans penser aux conséquences écologiques de nos activités économiques ? Pourquoi travailler à réduire les déchets sans mettre tout en œuvre pour que les salariés aient la possibilité d'être acteur de l'entreprise et de son fonctionnement ? Il est évident que cette « radicalité » se confronte au principe de réalité ou à une certaine facilité. Max Delespesse en est bien conscient. Mais il nous invite tant que possible à dépasser nos a priori (« ils n'en sont pas capables » ou « ils n'en veulent pas »), nos habitudes (« on a toujours fait comme ça »), nos échecs, etc. Plus encore, il nous invite à lutter contre nos évidences, nos croyances les plus profondes, inscrites en nous par une culture et une logique du profit et de l'individu. Cette radicalité demande donc lucidité et courage mais elle lui semble plus que jamais nécessaire ou même « inéluctable » face aux défis colossaux qui nous attendent et face à ce qu'il nomme « la crise totale (économique, écologique et sociale) du capitalisme ». C'est donc une démarche longue de changement interne et même « spirituelle » au sens large qu'il nous propose.

Un deuxième enseignement que Max Delespesse nous propose est que cette « radicalité » à laquelle il nous invite passe notamment par plus de liens. Il insiste en effet sur la nécessité de « faire lien », de créer des « communautés » intégrées et reliées. Entre les hommes, entre les hommes et la nature. Mais aussi et surtout entre les races, les cultures, les « classes sociales » d'une part et entre les différentes « communautés », entre toutes ces petites utopies, entre tous ces projets que nous avons décrits plus haut, d'autre part.

Dans ces initiatives, porteuses de changement, nombreuses sont celles qui éprouvent de grandes difficultés à toucher et mixer différents publics. Certains habitats groupés rassemblent par exemple des personnes issues de la même origine sociale et culturelle et cela, dans le but de faciliter le vivre-ensemble qui n'est pas évident a priori. Certains systèmes d'échanges locaux (SEL) sont effrayés de collaborer avec des structures qui travaillent avec des publics défavorisés par crainte que ces derniers viennent « profiter » du système et ne prennent plus qu'ils ne recevraient. Chercher la mixité, c'est surtout dépasser certaines peurs, certains a priori qui peuvent pourtant vite tomber lorsqu'une vraie relation s'instaure et se développe. Mais il est marquant de voir que le repli sur soi, sur les siens est un obstacle qui devient de plus en plus difficile à franchir dans une société qui joue constamment sur nos peurs, sur la sécurité, sur le rejet des autres, des profiteurs,

etc. Et cela même au sein de groupes de citoyens qui cherchent à « changer » la société, à recréer de la solidarité.

Pourtant, ce changement global auquel Max Delespesse aspire ne pourra pas se faire sans lutter contre les inégalités de plus en plus criantes et donc par des échanges et des luttes communes entre riches et pauvres, entre « belges » et immigrés, entre travailleurs et chômeurs, etc. Plus de liens, c'est aussi plus d'humanité, de solidarité et de bienveillance...comme le démontrent de nombreux projets, parmi lesquels celui d'Humanaterre.

Humanaterre

« Pour dépasser l'exclusion sociale, il faut réunir les savoir-faire de chacun dans un projet collectif ». Cette phrase de Mohamed, un des porteurs de ce jardin collectif résume bien l'ambition d'Humanaterre. Ce projet a été mis en place par plusieurs personnes sans-papiers qui voulaient être « acteurs » d'une société de laquelle ils sont exclus. Avec le soutien du collectif sans-papier Belgique et l'asbl Samenlevingsopbouw, ils ont obtenu l'autorisation de cultiver un ancien verger de la Vrije Universiteit Brussel. Ce jardin est aujourd'hui devenu un espace de partage et d'éducation qui accueille des écoles et tout type de citoyens qui viennent les aider et apprendre. Les légumes biologiques sont distribués ou mangés lors de repas collectifs. Tout le matériel utilisé (serres, outils, etc.) provient de la récupération et de l'entraide. Les savoir-faire des uns et des autres (comme la création d'un four marocain) sont mis en valeur. A travers ce projet, ce sont les a priori et les préjugés qui tombent entre les habitants du quartier, les enfants qui viennent visiter et les personnes sans-papiers qui ont été à l'origine du projet²³.

L'autre lien indispensable que Max Delespesse nous invite à (re)créer, c'est celui entre nos différents projets, entre nos utopies. Il est en effet urgent de penser autrement, de dépasser nos clivages, nos manières de penser en piliers, en modes de financement, en agrément, en type de publics cibles. Il faut travailler à rassembler les gens au sein de nos structures, qu'elles soient d'économie sociale ou pas mais aussi à nous rassembler. Il est urgent d'apprendre à se connaître, à s'estimer, à s'entraider. A abattre les murs au lieu d'en construire.

Et cela sera d'autant plus difficile que la crise est déjà en train de couper dans les budgets. Va-ton alors se renfermer, courir chacun pour soi après les quelques sous qu'on nous donnera ou créer du collectif, se battre ensemble, partager nos ressources ? Gageons que le message de Max Delespesse pourra nous inspirer pour que nos petites utopies « marginales » puissent demain participer à l'« utopie globale et planétaire » à laquelle il aspirait : une société humaine, généreuse, solidaire, incluante, respectueuse de tous et de notre environnement.

²³ Une émission radio existe sur ce projet : <http://www.radiopanik.org/spip/Humana-Terre-un-potager-collectif>.


LES ANALYSES DE SAW-B

Les analyses de SAW-B se veulent des outils de réflexion et de débat. Au travers de ces textes, SAW-B souhaite offrir la possibilité aux citoyens mais aussi, plus spécifiquement, aux organisations d'économie sociale de décoder – avec leurs travailleurs et leurs bénéficiaires – les enjeux auxquels ils sont confrontés dans leurs pratiques quotidiennes. Cette compréhension des réalités qui les entourent est essentielle pour construire, collectivement, les réponses et dispositifs adaptés aux difficultés rencontrées. Ces analyses proposent également aux travailleurs de l'économie sociale de poser un regard critique sur leurs pratiques et leurs objectifs mais aussi sur notre société, ses évolutions, nos modes de consommations, de production, de solidarité, etc.

Ces textes ne sont pas rédigés « en chambre » mais sont le résultat direct des interpellations des acteurs de terrain. Nous vous invitons à les prolonger en nous relayant vos interpellations, commentaires et propositions. Si vous le souhaitez, au départ d'un de ces sujets d'analyse, nous pouvons aussi co-organiser avec vous une animation sur mesure au sein de votre entreprise sociale ou de votre groupe citoyen.

Nos analyses sont disponibles sur notre site www.saw-b.be, à côté de nos études, où elles sont classées selon les thématiques suivantes :

- Economie sociale et enjeux politiques
 - o Enjeux européens et internationaux
 - o Enjeux belges et régionaux
 - o Economie sociale et enjeux de société
- Economie sociale et travail
 - o Insertion socioprofessionnelle
 - o Sens du travail
- Produire et consommer autrement
 - o Culture
 - o Distribution et alimentation
 - o Logement
 - o Environnement
 - o Services
- Contours, objectifs et fonctionnement de l'Economie sociale
 - o Frontières de l'Economie sociale
 - o Démocratie économique et participation
 - o Définitions et objectifs de l'Economie sociale
 - o Fonctionnement de l'Economie sociale
 - o Financement de l'Economie sociale



SAW-B (Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises) est un mouvement pluraliste pour l'alternative économique et sociale. Créée en 1981, l'ASBL rassemble les femmes et les hommes qui construisent une économie centrée sur le respect de l'humain et de l'environnement et non sur le profit. Ses membres représentent plus de 300 entreprises sociales - soit 15 000 travailleurs - en Wallonie et à Bruxelles : des ASBL, des coopératives, des fondations et des sociétés à finalité sociale actives dans de nombreux secteurs tels la culture, la formation, la santé, les énergies, les services à la personne, ...

SAW-B vise à défendre, représenter et développer l'économie sociale et les entreprises qui la composent. Elle est reconnue comme agence-conseil par la Wallonie et comme acteur d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Toutes nos analyses sont sur www.saw-b.be